

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/214

7 juin 2000

(00-2243)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

PROPOSITION CONCERNANT UNE MÉTHODE DE TRAVAIL DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES RELATIVE À LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Communication conjointe du Canada et des États-Unis

1. Il y a quatre objectifs importants à assigner aux nouveaux travaux à mener au sein du Conseil du commerce des marchandises conformément au mandat qui lui a été confié à la Réunion ministérielle de Singapour, à savoir, "entreprendre des travaux exploratoires et analytiques, en s'inspirant des travaux des autres organisations internationales compétentes, au sujet de la simplification des procédures commerciales pour voir s'il y a lieu d'établir des règles de l'OMC dans ce domaine". Ces travaux devraient avoir pour but de:

- permettre des échanges d'expériences liées aux problèmes concrets que les Membres s'efforcent actuellement de régler de diverses manières;
- définir divers types de mesures se rapportant à la conduite des opérations commerciales en précisant comment elles intègrent les principes fondamentaux de l'OMC qui vont de pair avec la facilitation des échanges;
- analyser les "lacunes" que pourraient actuellement présenter les paramètres des règles de l'OMC plutôt que les "lacunes" des régimes des Membres;
- établir un ensemble d'éléments à partir desquels les Membres puissent comprendre et mesurer les questions de renforcement des capacités et d'assistance technique pour la suite des travaux de l'OMC en matière de facilitation des échanges.

2. Si ces objectifs sont atteints, il est sûr que les travaux du Conseil seront conduits durant le reste de l'année suivant un programme concret et ciblé permettant de parvenir à un stade plus avancé - et cela amènera tous les Membres à y apporter une contribution positive en vue de bien montrer que les travaux à venir de l'OMC dans ce domaine sont vraiment de nature à profiter à tous.

3. Pour assurer la réalisation de chacun de ces objectifs, le Conseil pourrait utilement recourir à la méthode des échanges de vues informels à partir des notes/exposés présentés par les Membres sur le thème "Expérience nationale et évaluation des capacités".

- Ces notes/exposés seraient sollicités des Membres à titre volontaire, le premier souci étant d'obtenir ainsi un échantillon représentatif de divers niveaux de développement.

4. En vue de bien circonscrire les échanges de vues du Conseil, les communications établies et présentées à cette occasion inscriraient toutes l'expérience nationale (y compris les questions de capacités) dans un même cadre, intégrant des principes fondamentaux de l'OMC comme la réduction au minimum des formalités d'importation et d'exportation et la transparence (visées, par exemple, aux

articles VIII et X du GATT de 1994). Elles auraient ainsi une forme cohérente, tout en laissant encore une large place aux particularités de nature et de contenu de chaque note ou exposé.

5. Les moyens employés pour assurer la transparence des opérations commerciales et réduire au minimum les formalités y afférentes peuvent varier d'un Membre à l'autre. En rendant compte de la diversité de ces mesures suivant la situation de chacun d'eux - et en indiquant comment elles incorporent les principes fondamentaux de l'OMC qui vont de pair avec la facilitation des échanges -, les communications au Conseil fourniront un ensemble d'éléments instructifs et constructifs pour servir de cadre à ses débats.

- Il importe que ces notes/exposés indiquent très précisément toutes les entraves limitant les capacités et tous les besoins d'assistance technique (en y ajoutant une évaluation de l'efficacité de l'assistance déjà reçue). Il serait utile, par exemple, d'examiner ces questions au regard des efforts en cours pour améliorer ou moderniser les mesures qui s'inspirent des principes fondamentaux de l'OMC (en ce qui concerne notamment les questions de publicité des textes réglementaires par la publication au Journal officiel, par opposition à l'affichage sur Internet, ainsi que les capacités qui manquent pour réduire au minimum les formalités d'importation en mettant sur pied l'infrastructure administrative spécialisée requise pour établir les déterminations après l'entrée - ce qui déchargerait les inspecteurs procédant aux vérifications matérielles des marchandises des déterminations administratives).

6. La présentation au Conseil du commerce des marchandises d'un très large éventail de notes/exposés de ce genre permettrait d'aboutir à une analyse solide et à un approfondissement des travaux exploratoires dans ce domaine. Cela dit, cette formule (solliciter des notes/exposés sur l'expérience nationale et l'évaluation des capacités dans l'optique des principes fondamentaux de l'OMC) n'exclurait pas d'autres types de communications, propositions ou discussions dans le cadre du mécanisme global du Conseil.
